Semaine d'action anti-coloniale

Le 26 févier 1885, la Conférence internationale de Berlin réunissait les puissances occidentales qui, au nom de leur prétendue mission civilisatrice et humanitaire, dépeçaient l'Afrique pour se partager des empires coloniaux.

Le 23 février 2005, l'Assemblée nationale votait un amendement scélérat sur le bilan positif de la colonisation alors que pendant plus de quatre siècles la France a participé activement à la traite négrière, à la déportation des populations de l'Afrique sub-saharienne, a massacré et imposé sa loi sur des dizaines de peuples dont elle a pillé les richesses, détruit les cultures, ruiné les traditions, nié l'histoire, effacé la mémoire.

Le 21 février 1944, les nazis assassinaient un groupe de 23 résistants de la Main-d'oeuvre Immigrée, arméniens, juifs polonais, juifs hongrois, espagnols, italiens, dirigé par le résistant communiste arménien Manouchian., restés dans l'histoire sous le nom de l'Affiche rouge. Manouchian combattait le fascisme le racisme, le nationalisme. Il défendait l'esprit universaliste de la Révolution française et de la Commune de Paris qui avaient intégré des militants politiques étrangers comme combattants de la République.

En Novembre 2005, le Parlement français votait l'application de l'état d'urgence à l'occasion des révoltes urbaines de novembre 2005. Il imposait par là même un régime d'exception stigmatisant les populations comme de nouvelles "classes dangereuses", tout particulièrement en ce qui concerne la jeunesse des "quartiers". et réduisait des dizaines de milliers de personnes à la catégorie d'ennemis intérieurs. La loi de 1955 sur l'état d'urgence employée de la Guerre d'Algérie à la Nouvelle Calédonie a été utilisée directement dans les cités et les quartiers populaires contre ceux qui sont déjà discriminés à l'embauche, au logement, à la santé, à l'école et aux loisirs, contre les premières victimes de l'exclusion sociale et de la précarisation.

Parce que nous sommes contre, la traite négrière et l'esclavage, contre le colonialisme et ses représentations au sein des anciens empires coloniaux dont la France fait partie; parce que nous sommes contre l'intolérance, contre les injustices, contre l'exclusion, contre le racisme, contre l'oubli.

Parce que, malgré le détournement des principes, nous savons qu'il continue d'exister dans la France contemporaine une volonté de liberté et d'égalité maintenue, à l'époque coloniale même, par tous ceux qui, sans être eux même des colonisés, ont refusé le fait de l'inégalité et de la terreur.

Nous n'acceptons pas les provocations et les insultes de toutes sortes visant à stigmatiser et à raviver les représentations coloniales et racistes dans la société. Les déclarations publiques promettant de «nettoyer au karcher la racaille», la relégation d'une partie de notre jeunesse contribuent à un climat sécuritaire, encourageant la chasse au faciès, sont indignes et dangereuses !

Nous n'acceptons pas la chasse aux sans papiers. Sans droit ni protection, menacées en permanence d'arrestation et d'expulsion, des dizaines de milliers de personnes sont privées de papiers.

Nous n'acceptons pas la traque menée contre les parents, accusés de démission, d'irresponsabilité, de polygamie, menacés de suppression des allocations familiales.

Nous n'acceptons pas la remise en cause du droit du sol par le ministre de l'outre-mer François Baroin.qui des Comores en Guyane et des Antilles à la Réunion encourage la division et l'affrontement.

Nous n'acceptons pas les charters européens qui renvoient dans leurs pays des dizaines de demandeurs d'asiles tandis qu'à Ceuta et Melilla, des dizaines d'africains ont été massacrés pour avoir tenté de franchir le mur de la honte de l'Europe forteresse. La liberté de circulation est déniée.

Nous refusons toutes les formes de discrimination !

Nous n'acceptons pas l'interdiction et les discriminations, à la représentation et aux responsabilités politiques de citoyens et citoyennes en raison de leur origine, de couleur de peau ou de religion.

Nous refusons la politique néo-colonialiste de la France en Afrique comme par exemple au Togo, où elle a cautionné l'assassinat de plus de 400 personnes au printemps 2005, à Djibouti, au Congo Brazzaville, au Gabon où elle soutient les dictateurs, au Tchad ou en Centrafrique où son aviation bombarde les rebellions.

Nous n'acceptons pas la colonisation des derniers territoires où comme en Kanaky, à Mayotte, ou en Polynésie, on traite les habitants comme des sujets de seconde zone.

Nous n'acceptons pas le traitement colonial des peuples autochtones, des indiens de Guyane et d'Amérique.

Nous refusons la logique de guerre de civilisation où nous entraîne G.W. Bush permettant de justifier colonisation en Palestine, guerre néo-coloniale en Irak et guerre en Tchétchénie.

Nous n'acceptons pas le statut de peuples sans Etats comme ceux de Palestine ou du Kurdistan, du Sahara-Occidental, du Tibet ou de Tchetchénie.

Nous n'acceptons pas la recolonisation de secteurs entiers de l'économie par les multinationales comme par exemple Bouygues, Suez,Veolia, ni l'utilisation de la dette odieuse comme moyen de domination contre les peuples.

Le temps est venu de se mobiliser et d'agir !

Cette "Semaine anti-coloniale" en étant à la fois un vaste forum de discussion et un moment d'initiatives concrètes, politiques, artistiques et culturelles vise à rassembler tous ceux pour qui l'anti-colonialisme n'est pas seulement une commémoration de quelques grands évènements mais la mémoire vivante des luttes d'aujourd'hui et de demain.

Frantz Fanon, Medhi Ben Barka, Gandhi, Thomas Sankara, Bolivar, Toussaint Louverture, Lumumba, Tjibaou et tant d'autres ne sont pas des reliques du passé. Ils sont présents à nos côtés, dans nos luttes.

Décolonisons !



L'anti-colonialisme Mode d'emploi

Mémoires du colonialisme
Colonies d'aujoud'hui :
Kanaky, Comores, Polynésie…
Françafrique et néo-colonialisme
Peuples autochtones
Recolonisation économique et immigration
Imaginaire colonial et mécanismes de discrimination
Impérialisme et colonisation

Prenons la parole !

Participons ensemble à la semaine nationale, décentralisée dans nos cités, nos quartiers, nos lycées, nos facs, nos entreprises, nos foyers, nos MJC...



Participez vous aussi à la semaine anti-coloniale !

Je m'associe à l'appel pour une semaine anti-coloniale en en devenant un des parrains ou marraines :

....

....

Je participerais à la semaine (indiquer disponibilités) :

....

....

Je contribue à la semaine anti-coloniale; dons, contribution matérielle, organisation d'action locale:

....

....

Personnalité signataire (Nom, prénom, titre, coordonnées) :

....

....

Organisation signataire :

....

Représentée par *(Nom / Prénom / Fonction)*:

....

....

Adresse /fax/Email:

....

....

....

Je désire recevoir le Kit anticolonial:

Oui **Non**

Contactez l'équipe !

Téléphone: 06 33 03 31 07
Email: *contact@anticolonial.org*
Courier: C/O Cedetim
21 Ter rue Voltaire, 75011 Paris

Les manifestations nationales organisées

- Prix du colonialiste de l'année
- Inauguration du métro «17 Octobre 1961» à Gennevilliers.
- Hommage à Manouchian et à ses camarades
- Expo-photo et nuit du film anti-colonial
- Manifestation devant le musée de l'immigration le 23 février
- Sortie de la compilation musicale: Décolonisons (produite par Survie)
- Bilan du Forum Social Mondial
- Soirée poésie et littérature anticoloniale

La semaine a pour objectif de:

- promouvoir les valeurs de l'anti-colonialisme et de l'égalité
- Informer sur les enjeux d'hier, d'aujourd'hui et de demain de l'anti-colonialisme
- Donner une plus grande visibilité à l'anti-colonialisme
- Permettre le développement d'une mémoire partagée par tous en organisant une vraie réflexion sur le passé colonial
- Lutter contre l'impunité des crimes coloniaux
- Reconnaître la responsabilité des pays colonisateurs et esclavagistes
- Permettre de lutter contre les discriminations héritées de notre histoire coloniale

Que faire pendant la semaine ? Exemples d'actions locales

- Café anti-colonial
- Conférence débat sur l'histoire du colonialisme
- Ciné-débat
- Expositions de photos (à télécharger sur le portail anticolonial.org)
- Théatre forum
- Concert—Slam
- Quizz anti-colonial
- Emission de radio ou de TV locale
- Blog
- Rebaptisation de Rue
- Installation de Stèle
- Banquet anti-colonial
- Exposé dans votre classe

Inscrivez votre action dans le cadre de la semaine!

Vous participerez ainsi à une grande opération nationale de sensibilisation à l'anti-colonialisme

Votre action sera répertoriée sur le portail national anticolonial.org et accessible à tous (publics, journalistes …) et vous recevrez le kit de la semaine.

Envoyez pour cela votre nom, coordonnées et descriptif d'action à contact@anticolonial.org ou remplissez le formulaire sur le site:

anticolonial.org

Qui peut organiser une action ?

Toute structure ou personne souhaitant le faire et se retrouvant dans les principes de l'appel à « la semaine d'acion anti-coloniale ».:

Associations, collectivités territoriales, établissements d'enseignement, syndicats, comité d'entreprise, organisations issues de l'immigration, organisations politiques et toutes personnes…

Cela implique d'agir en partenariat fondé sur le partage des responsabilités et la reciprocité.

Qui sommes nous ?

Le site anticolonial.org réunit des militants associatifs, syndicaux, politiques, français et immigrés, voulant rendre visible la mémoire et l'actualité de l'anti-colonialisme sous toutes ses formes. Il a mis en place un collectif national d'organisation de la semaine anti-coloniale composé de personnalités, de mouvements et de médias soutenant cette initiative dont la liste est disponible et réactualisée sur le site.

Le portail Web !

